



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Hauts-de-France**

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Lille, le 22 juin 2022

Equipe V1

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



DENAIN LOGISTIQUE

Z.I. Les Pierres Blanches
Rue Louis Petit
59220 DENAIN

Références : 2022-V1-291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement DENAIN LOGISTIQUE implanté Z.I. Les Pierres Blanches Rue Louis Petit 59220 DENAIN. L'inspection a été annoncée le 24/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale de contrôle des dépôts d'ammonitrates.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENAIN LOGISTIQUE
- Z.I. Les Pierres Blanches Rue Louis Petit 59220 DENAIN
- Code AIOT dans GUN : 0007002482
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société DENAIN LOGISTIQUE est une entreprise dont les activités principales sont le stockage et le conditionnement d'engrais ainsi que l'entreposage de moyenne durée ou de faible rotation de céréales.

Les activités de la société DENAIN LOGISTIQUE sont autorisées par arrêté préfectoral du 20 février 2013 complété le 6 mars 2020.

Entreprise familiale depuis sa création, la société DENAIN LOGISTIQUE a été rachetée à la fin de l'année 2017 par le groupe coopératif agricole et viticole ACOLYANCE devenu aujourd'hui CERESIA.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale de contrôle des dépôts d'ammonitrates.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Enregistrement de suivi en continu des engrais	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Porter à connaissance	AP Complémentaire du 20/02/2013, article 1.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Détection automatique	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.6	/	Mise en demeure, respect de prescription
Ensachage et palettisation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.13	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mélange d'engrais hors usine	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.7	/	Mise en demeure, respect de prescription
Installations électriques	AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rétention et confinement	AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Descriptif des installations	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.1	/	Sans objet
Nettoyage des installations	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.2	/	Sans objet
Sol des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7	/	Sans objet
Evacuation des fumées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.5.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Matières interdites et incompatibles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.1	/	Sans objet
Superposition d'engrais	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.8	/	Sans objet
Engrais conditionnés	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.10	/	Sans objet
Engrais stockés en vrac	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.11	/	Sans objet
Engrais conditionnés ou stockés en vrac	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.12	/	Sans objet
Procédures	Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé 18 non-conformités faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Par ailleurs, l'inspection a relevé 4 observations pour lesquelles l'exploitant est tenu d'apporter des éléments de réponses dans le délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Enregistrement de suivi en continu des engrais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ; - sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ; - sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs. <p>L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus.</p> <p>Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.</p>

Constats :

L'exploitant réalise et affiche hebdomadairement un plan des stocks qui mentionne les n° des cases ou les références des emplacements, ainsi que la dénomination des engrais qui y sont stockés.

Le plan des stocks remis en séance date du 29/04/2022. Son affichage est constaté à l'extérieur au niveau de l'accueil du site et à l'entrée du hall 5.

Vu sa fréquence de mise à jour hebdomadaire, le plan des stocks affiché peut ne pas correspondre avec la réalité des stocks à un instant t, notamment plusieurs jours après son édition.

Non conformité n°1 :

La fréquence de mise à jour hebdomadaire du plan de localisation des stocks n'est pas en adéquation avec l'objectif d'information des services de secours dès leur arrivée en cas d'accident.

En parallèle du plan des stocks susvisé, l'exploitant dispose d'un registre informatique par client (5 clients au jour de l'inspection). Les 2 registres consultés pour les engrais à base d'ammonitrates mentionnent : le fournisseur, le type d'engrais, les quantités en stock et l'emplacement de stockage (n° de case ou emplacement).

Toutefois, il est constaté pour certains stockages dont des engrais à base d'ammonitrates que :

- le n° des cases de stockage des registres clients ne correspond pas au n° des cases de stockage du plan de localisation présenté ;
- les dénominations de plusieurs engrais du plan de localisation ne correspondent pas aux dénominations des registres clients.

De nombreux stockages extérieurs, ainsi que le contenu des bâtiments 6 et locabri, ne sont pas référencés sur le plan des stocks.

Par courriel du 11/05/2022, l'exploitant a transmis un plan des stockages actualisé au 09/05/2022. Ce plan des stockages est complété par les emplacements de certains stockages extérieurs.

Non conformité n°2 :

L'état des stocks d'engrais ne permet pas d'identifier immédiatement et avec certitude les emplacements précis des engrais sur le site, les quantités présentes et les caractéristiques de chaque engrais.

Cet état s'avère également incomplet puisque toutes les quantités présentes sur site ne sont pas identifiées et localisées, notamment les références des différents produits stockés dans les bâtiments 6 et locabri et de certains stockages extérieurs (entre les halls 5 et 6) ne sont pas mentionnées.

Les registres clients informatisés sont accessibles via internet par VPN.

Observations : La fréquence de mise à jour, l'incomplétude et les incohérences de l'état des engrais présenté, est de nature à induire en erreur les services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2013, article 1.5.1

Thème(s) : Situation administrative, engrais

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant a réalisé des modifications de ses installations :

- réduction de la surface de stockage des céréales du bâtiment 1 remplacée par des stockages

d'engrais non classés ICPE ;

- présence de zones de stockages extérieures d'engrais non classés ICPE ;
- remplacement en cours de la cuve de gasoil, avec création d'un nouvel emplacement de stockage et de distribution.

Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation.

Non conformité n°3 :

Des modifications des conditions d'exploitation sont réalisées sans les avoir préalablement portées à la connaissance du préfet.

Il appartient à l'exploitant de déposer un dossier de porter à connaissance au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Observation n°1 :

Dans le cadre du dossier de porter à connaissance susvisé, il appartient à l'exploitant de déterminer et de justifier, au regard de la diversité des caractéristiques des engrais susceptibles d'être présents, notamment de leur éventuel caractère combustible, le classement de son établissement vis-à-vis de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées (entrepôt couvert dédié au stockage de matières ou produits combustibles).

Dans le cadre de cette démarche, l'exploitant pourra utilement se faire assister par un bureau d'études.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Descriptif des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Prescription contrôlée :

Le stockage d'engrais est réalisé dans le hall 5.

Le hall 5 est organisé en 5 modules pour former deux magasins distincts et une zone de préparation des mélanges :

- magasin de stockage des engrais répondant la rubrique 1331-II dans un module formé de 4 cases : hall 5a ;
- magasin de stockage des engrais répondant la rubrique 1331-III et autres produits compatibles dans un module formé de 12 cases : hall 5b ;
- Zone de préparation des mélanges et de stockage vrac des encours dans le module central.

L'installation de préparation et de mélange d'engrais, implantée dans le hall 5, est composée de trémies doseuses d'approvisionnement sur bande transporteuse inférieure, d'une vis sans fin assurant le mélange et d'un transporteur à bande pour chargement direct des camions à l'extérieur du bâtiment ou transfert dans le hall 6 pour conditionnement.

Le hall 6 est utilisé pour le conditionnement, la préparation et l'expédition des engrais. La quantité d'engrais présente hors du bâtiment de stockage (hall 6 et zone de chargement) est limitée à 100 tonnes en big bags (correspondant à la préparation du chargement de 4 camions). [.]

Constats : Le stockage des engrais classés ICPE est réalisé dans le hall 5. Pas de stockage de ceux-ci constaté dans le hall 6 lors de l'inspection.

Aucune installation de conditionnement n'est présente dans le hall 6. L'exploitant a précisé que la hauteur du hall 6 (chapiteau préfabriqué) ne permet pas d'installer une installation de conditionnement. Seuls des engrais conditionnés en big-bags et non classés sont présents dans le hall 6.

La ligne de préparation et de mélange d'engrais est implantée dans le hall 5. Une seconde ligne de préparation et de mélange est présente dans ce hall.

Deux installations de conditionnement sont présentes en bout de ces lignes de préparation et de mélange des engrais.

Les évolutions des installations ont fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance adressé au préfet en juillet 2019. Une version actualisée de celui-ci a été transmise en août 2021.

Observation n°2 :

Au regard des divers documents consultés dans le cadre de l'inspection, il s'avère que le stockage d'engrais classés ICPE conditionnés en big-bag a déjà été réalisé dans le hall 6 et reste envisagé par l'exploitant selon les éléments du dossier de porter à connaissance susvisé.

L'attention de l'exploitant est attiré sur le fait que les dispositions constructives du hall 6 (bâtiment préfabriqué solide sans dispositif de désenfumage) ne sont pas compatibles avec le stockage d'engrais classés ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Prescription contrôlée :

Les installations (stockages, ensemble des équipements fixes nécessaires à la manutention des engrais, allées de circulation notamment) sont entretenues et nettoyées régulièrement. Le sol des installations est systématiquement nettoyé avant entreposage de l'engrais.

Constats : Lors de la visite des installations il a pu être constaté un état de nettoyage satisfaisant du sol du hall 5.

Par courriel du 11/05/2022 l'exploitant a transmis des documents d'enregistrement des nettoyages des cases et des lignes 1 et 2.

Observation n°3 :

Il convient d'être vigilant sur la formalisation des nettoyages. Par exemple, le registre du 07 au 11/06/2021 fait état de « débousses » des cases 12 – 26 et 35 sans préciser si le nettoyage des sols de ces cases a eu lieu, ni qui a réalisé les opérations.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sol des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7

Thème(s) : Risques accidentels, engrais

Prescription contrôlée :

7.7. Sol des installations :

7.7.1. Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).



7.7.2. Les sols des stockages sont en béton ou équivalent et présentent un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination. Tout revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume est interdit au niveau des stockages et magasins de stockage.

Constats : Le sol des cases de stockage du bâtiment 5 est en béton et ne présente pas de cavités.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evacuation des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Une maintenance adaptée est assurée sur les DENFC afin que ces derniers soient constamment opérationnels. Le type de maintenance et la fréquence associée sont consignés par écrit, ainsi que les dates auxquelles ces opérations ont été réalisées et doivent l'être. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) n'est pas inférieure à 2 %. Ces dispositifs sont convenablement agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais. [...] Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle réglementairement exigée pour les dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment. Les ouvrants (portes, fenêtre par exemple) placés dans les tiers inférieurs des murs peuvent être considérés comme des amenées d'air.
Constats : Le hall 5 abritant les engrais classés ICPE est équipé d'ouvertures implantées sur les pignons du bâtiment. Ces ouvertures sont en partie obturées par des tôles de calfeutrement de manière à éviter l'entrée d'eau de pluie à l'intérieur du bâtiment.   Au regard de ces obturations partielles des ouvertures, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier du respect de la surface minimum de désenfumage de 2 % de la surface au sol du bâtiment. Par courriel du 11 mai 2022, l'exploitant a transmis les plans du hall 5 et une note de calcul de la surface des dispositifs de désenfumage. La surface au sol du hall 5 est de 11 131 m ² . Les ouvertures représentent une surface de 240 m ² soit 2,2 % de la surface au sol du magasin de stockage. Avec la présence des tôles de calfeutrement, la surface de désenfumage est de 131 m ² , soit 1,2 % de la surface au sol du magasin de stockage. Par ailleurs, d'après cette note la surface des amenées d'air frais est de 296 m ² soit 2,7 % de la surface au sol du magasin de stockage. L'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium sous à autorisation au titre de la rubrique 4702 précise que pour les engrais classés 4702.III et .IV, la surface minimale de désenfumage est de 1 % de la surface au sol du magasin de stockage. Dans le cadre de son dossier de porter à connaissance adressé au préfet en juillet 2019 et actualisé en août 2021, l'exploitant sollicite la modification de la prescription du présent article au regard de

l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.

Dans l'attente de la fin de l'instruction du dossier de porter à connaissance et d'une éventuelle modification de la présente prescription, aucune suite administrative n'est proposée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, engrais

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

L'établissement est doté notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un dispositif d'alerte audible de tout point des bâtiments (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 8.2.6.5. du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'un volume d'eau pour la défense incendie d'au moins 240 m³ utilisable en deux heures et disponible à une distance inférieure à 100 mètres ; cette défense incendie est assurée par une bouche incendie d'un débit de 126 m³/h et deux aires d'aspiration dans le canal de l'Escaut ; les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ; l'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ; l'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre ; le débit d'eau est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case de stockage d'engrais ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes ;

Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits ;

[.]

- d'extincteurs (extincteurs à poudre sur roues, extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres à raison d'un appareil pour 200 m² de plancher complété par des extincteurs appropriés à des risques particuliers) répartis sur le site et notamment à l'intérieur du bâtiment de stockage d'engrais, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

A proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages d'engrais, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose :

- d'au moins un extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) ;
- de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum.

Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Ils sont utilisables en période de gel.

Toutes les opérations concernant ces matériels (liste exhaustive des matériels, date de la dernière vérification, état de fonctionnement du matériel, mesures prises ou prévues en cas de dysfonctionnement recensé lors de la vérification, dates prévues pour les mises en conformité, liste des personnes formées à l'utilisation des matériels par exemple) sont consignées sur un registre.

Le personnel est formé à l'utilisation de ces matériels.

Le plan des moyens de lutte contre un sinistre est tenu à jour et mis à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats : Lors de la visite des installations, il a pu être constaté :

- le personnel dispose de talkies-walkies pour communiquer sur le site, d'une ligne fixe et de téléphones portables pour alerter les services de secours ;
- un plan des locaux avec une description des dangers de chaque local. Toutefois, **ce plan n'est pas complet puisque les nouvelles zones de stockage des engrais non classés du hall 1 n'y sont pas mentionnées ;**
- les dispositifs de détection au droit des 4 cases de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702.III ;
- une bouche incendie est présente à l'extérieur du site à une distance inférieure à 100 m des installations ;
- **la seconde bouche incendie recensé dans le plan d'intervention interne à l'extérieur du site n'a pas été trouvée ;**
- les 2 accès depuis le site au quai bordant le canal de l'Escaut permettant de mettre en place 2 aires d'aspiration dans le canal de l'Escaut ;
- d'extincteurs à l'intérieur du hall 5, notamment à proximité des engrais classés ICPE, adaptés aux risques, bien visibles et facilement accessibles ;
- **l'absence d'extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) et de réserve de sable à proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages d'engrais.**

Les documents présentés en séance ou transmis par l'exploitant par courriel du 11/05/2022 concernant le contrôle des installations sont les suivants :

- dernier rapport de vérification des extincteurs du 31/03/2021 de la société LST : 35 extincteurs sur l'ensemble du site ;
- rapport de vérification de la régie de l'eau de Denain du 23/06/2009 de la bouche incendie n°X10 situé dans la zone des Pierres Blanches : débit max à 126 m³/h. **La fréquence de contrôle annuelle n'est pas respectée ;**
- rapport des interventions des 07/05/2021 et 04/04/2022 de vérification des dispositifs de détection réalisés par la société DEF. **Ces 2 rapports font état de dysfonctionnement qui ne permettent pas une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;**

Ces constats amènent les non-conformités suivantes :

Non-conformité n°4 :

Le plan des locaux destiné à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ne recense pas tous les dangers de chaque local.

Non-conformité n°5 :

L'état du dispositif d'alerte déclenché par le système de détection, défini à l'article 8.2.6.5. de l'arrêté du 20/02/2013, des cases n°9 à 12 d'entreposage des engrais ne permet pas de garantir une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Non-conformité n°6 :

Au regard des éléments transmis par l'exploitant, la fréquence de contrôle annuelle des bouches incendie n'est pas respectée.

Non-conformité n°7 :

L'exploitant ne dispose pas d'extincteur sur roues de grande capacité (50 kg), ni de réserve de sable meuble et sec de 100 litres minimum, à proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages d'engrais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Matières interdites et incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : <ul style="list-style-type: none">- les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ;- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;- le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;- les bouteilles de gaz comprimé ;- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple. <p>Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve.</p> <p>Les bâches de protection sont tolérées pour les engrais stockés en vrac.</p> <p>[.]</p>
Constats : Aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles est constaté à l'intérieur du hall 5 à proximité des stockages d'engrais classés ICPE, ni à moins de 10 m à l'extérieur de ces mêmes stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès. Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Des dispositifs de détection au droit des 4 cases de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702.III sont constatés lors de la visite.

Non conformité n°8 :

Aucun dispositif de détection n'est présent au droit de la case de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702.IV.

Le rapport de l'intervention du 07/05/2021 fait état des dysfonctionnements suivants :

- état du système à l'arrivée : les zones 1 et 2 sont hors-service ;
- pas d'accès au 4 linéaires et pas d'accès au 4 déflecteurs (pas assez de déport avec la nacelle) ;
- la détection automatique est partiellement fonctionnelle ;
- au moins une des alimentations du SMSI (interne ou externe) est partiellement fonctionnelle (batterie HS) .

Le rapport de l'intervention du 04/04/2022 fait état des dysfonctionnements suivants :

- état du système à l'arrivée : zone 1 hors-service suite à dérangements ;
- malgré la transmission de l'appel au transmetteur, l'appel n'est pas passé. Transmetteur (GSM) à remplacer.

Par courriel du 11/05/2022 l'exploitant a transmis un devis du 10/05/2022 pour le remplacement du transmetteur GSM ainsi que le bon de commande associé du 11/05/2022 avec la mention « installation dès que possible ».

Non-conformité n°9 :

La transmission de l'alarme en dehors des heures d'exploitation n'est pas assurée à cause de la défaillance du transmetteur constatée depuis le 04/04/2022.

Par courriel du 04/05/2022, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 7 jours :

- la consigne de maintenance et les compte-rendus des contrôles interne des dispositifs de détection ;
- les justificatifs de la pertinence du système de détection mis en place au niveau des cases 9 à 12.

Au jour de rédaction du présent rapport, aucun de ces éléments n'est transmis.

Non conformité n°10 :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'existence d'une consigne de maintenance de ses dispositifs de détection, ni de la réalisation de contrôles internes de vérification de maintenance et de tests de ces mêmes dispositifs.

Non conformité n°11 :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la pertinence du système retenu pour les dispositifs de détection ainsi que de leur dimensionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.6

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Prescription contrôlée :

Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non.
Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.

L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou îlots est figuré par un repère clairement identifié, visible

sur la paroi extérieure.

Toutes les dispositions sont prises afin que les engrais ne soient pas soumis aux intempéries (pluie, neige par exemple).

Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques.

Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.

Les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines notamment.

Les engrais en vrac ne sont pas stockés à l'air libre.

Constats : Lors de la visite des installations du hall 5, il est constaté :

- chaque case de stockage d'engrais dispose d'un affichage du nom commercial de l'engrais stocké ;
- l'identification et les emplacements des cases de stockage ne sont pas repérables de l'extérieur du hall 5. Le mur extérieur du hall 5 (côté hall 6) dispose d'affiches qui servent à identifier les emplacements des big-bags d'engrais non classés ICPE stockés en vis-à-vis. Cet affichage est de nature à porter confusion entre les stockages intérieurs et extérieurs au hall 5 ;
- en l'absence d'intempérie lors de la visite, l'efficacité de la protection du hall 5 vis-à-vis de ces dernières n'est pas constatée (éventuelle fuite en toiture, entrée d'eau par les dispositifs de désenfumage sur les pignons) ;
- chaque case reçoit un seul type d'engrais ;
- les stockages sont effectués de sorte qu'il n'y ait aucune possibilité de mélange accidentel des engrais entre deux cases voisines ;
- aucun engrais en vrac n'est stocké à l'air libre.

Par courriel du 11/05/2022 l'exploitant a transmis les éléments complémentaires suivants :

- le nouveau modèle d'affiche au niveau de chaque case d'engrais qui précise : le n° de la case, le nom commercial, la référence de l'engrais dans le registre, la capacité de stockage de la case et la rubrique de classement ICPE ;
- des photos justifiant la mise en place de ces affiches, notamment au niveau du mur extérieur du hall 5. Toutefois, les murs (ou parois) de séparation des cases ne sont toujours pas repérés sur les parois extérieures.

Non conformité n°12 :

Les murs (ou parois) de séparation des cases de stockage des engrais classés ICPE du hall 5 ne sont pas repérés sur les parois extérieures du hall 5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Superposition d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Il est interdit de superposer des engrais ayant des dénominations et des étiquetages différents (teneurs en éléments fertilisants différentes).
Constats : Il n'est pas constaté de superposition d'engrais avec des dénominations et des étiquetages différents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engrais conditionnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.10
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Les stockages d'engrais conditionnés sont fractionnés en îlots séparés. Ces îlots n'excèdent pas 1 250 tonnes pour les engrais 1331-II stockés sur palettes, 5 000 tonnes dans les autres cas. Ils sont isolés les uns des autres par : <ul style="list-style-type: none">- des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi REI120) en cas de présence d'engrais 1331-II ;- des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi REI120) en cas de présence d'engrais 1331-III.
Constats : Lors de l'inspection, le stock d'engrais conditionné en big-bag sur palettes relevant de la rubrique 4702.III est de 560 t dans la case n°10. Les cases des stocks d'engrais du hall 5 sont toutes isolées les unes des autres par des parois bétons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engrais stockés en vrac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.11
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Pour les engrais 1331-II stockés en vrac, les tas n'excèdent pas 5 000 tonnes. Pour les engrais 1331-III, les tas n'excèdent pas 10 000 tonnes. Les tas d'engrais en vrac sont isolés les uns des autres par un mur (ou une paroi) REI 120. Les engrais 1331-III sont isolés les uns des autres par un mur (ou une paroi) REI 120 ou un passage libre d'au moins 2 mètres de largeur.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté les stocks suivants d'engrais vrac classés ICPE : <ul style="list-style-type: none">- engrais vrac classés 4702.III : case n°9 = 1115 t, case n°11 = 1509 t.- engrais vrac classés 4702.IV : case n°3 = 1248 t. Les cases des stocks d'engrais du hall 5 sont toutes isolées les unes des autres par des parois bétons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engrais conditionnés ou stockés en vrac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.12
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : En cas de présence de différentes catégories d'engrais ou de types de conditionnement différents, les stockages sont isolés les uns des autres selon les dispositions applicables les plus pénalisantes. Une distance minimale de 30 centimètres est conservée entre le haut du tas d'engrais en contact avec la paroi ou des îlots d'engrais conditionnés en contact avec la paroi et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi. Une séparation physique ou un espace minimum de 5 mètres est conservé entre les engrais vrac et les engrais conditionnés.
Constats : Les cases des stocks d'engrais du hall 5 sont toutes isolées les unes des autres par des parois bétons. La distance minimale de 30 centimètres entre le haut des tas d'engrais en contact avec la paroi ou des îlots d'engrais conditionnés en contact avec la paroi et le haut de la paroi de séparation des cases est respectée. Un repère visuel correspondant à cette distance minimale est matérialisé dans chaque case du hall 5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ensachage et palettisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.13
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Si un poste d'ensachage et de palettisation est installé dans le bâtiment comprenant le stockage ou dans le stockage couvert, la zone correspondante est clairement matérialisée et spécialement aménagée. Cette zone est séparée efficacement des stockages afin de prévenir tout risque de propagation d'incendie aux stockages d'engrais. Dans ce cas, sont uniquement tolérées les matières combustibles nécessaires au fonctionnement journalier de ce poste. Elles sont limitées au strict nécessaire. Cette zone est équipée de moyens de prévention et de protection efficaces et adaptés aux risques encourus. Pour les nouvelles installations, le local d'ensachage-palettisation est séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120. Les sacs en matière combustible (usagés ou non) utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ou dans le local d'ensachage.
Constats : Deux installations de conditionnement sont présentes en bout des lignes de préparation et de mélange des engrais dans le hall 5 qui comprend également les stockages couverts d'engrais classées ICPE. Lors de l'inspection, une installation de conditionnement était hors service et l'autre en maintenance. Les 2 installations d'ensachage-palettisation ne sont pas dans un local séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120. Ces 2 installations de conditionnement et palettisation ne sont pas prévues initialement dans le

hall 5 mais dans le hall 6 (cf. article 8.2.1 ci-dessus). Administrativement, ces 2 installations d'ensachage-palettisation sont donc des installations nouvelles.

Non conformité n°13 :

Les 2 installations nouvelles d'ensachage-palettisation, au sens administratif du terme, ne sont pas dans un local séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.

Les sacs en matière combustible (usagés ou non) utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du hall 5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 7.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Engrais

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et spécialement formées aux caractéristiques des installations (silos, engrais dont les risques de détonation et de décomposition) et aux questions de sécurité relatives aux dangers.

L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident.

Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. La formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

[.]

Constats : Lors de l'inspection, la formation du personnel n'a pas été justifiée.

Par courriel du 11/05/2022, l'exploitant a précisé qu'une session de formation s'est tenue le 06/05/2022.

La feuille d'émargement et le support de formation « Book engrais » ont été transmis.

Au regard du support de formation, celle-ci a porté sur l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation relatives aux stockages d'engrais.

Dans ce même courriel, l'exploitant a transmis des feuilles d'émargement du personnel relatives à leur participation à des « réunions / formations » internes en 2020 et 2021, dont notamment plusieurs points sur la sécurité et une formation "engrais".

Au regard de celles-ci, il s'avère que du personnel, identifié sur les registres de nettoyage des installations engrais, n'a pas suivi de formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement.

Non-conformité n°14 :

En l'état, les documents transmis ne permettent pas de justifier du plan de formation mis en place au niveau de l'établissement. Ce plan de formation doit permettre de s'assurer que l'ensemble du personnel a reçu une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement, notamment le personnel intérimaire ou saisonnier. Les modalités de renouvellement doivent également y être définies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Procédures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modalités de gestion des stocks et de suivi de l'état des stocks et de conservation des engrais ;- les modalités des contrôles à réaliser à la réception des engrais (contrôles visuels par exemple) ;- la liste détaillée des contrôles et opérations à effectuer lors des différentes phases de l'exploitation (démarrage, arrêt, fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, entretien, travaux de modification, remise en service en cas d'incident grave ou d'accident par exemple), ainsi que les modalités de leur réalisation ;- les modalités d'entretien et de nettoyage des installations ;- les modalités d'entretien, de vérification et de mise en œuvre des dispositifs de lutte contre un sinistre (matériel de lutte contre les incendies, dispositifs d'évacuation des fumées, rétention, exutoire par exemple) ;- les modalités de gestion des déchets et des engrais mentionnés au Titre 5 et aux articles 8.2.7. et 8.2.8. ;- les modalités de mélanges des engrais ;- les modalités d'action en cas de situation d'urgence, d'incident grave, d'accident ou de sinistre ; <p>elles sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : En séance, l'exploitant présente les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- consignes d'exploitation ;- enregistrement des nettoyages ;- procédure d'intervention en situation d'urgence. <p>Par courriel du 04/05/2022, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 7 jours :</p> <ul style="list-style-type: none">- la procédure définissant les modalités d'entretien et de nettoyage des installations ;- la procédure définissant les modalités de mélange des engrais. <p>Par courriel du 11/05/2022, l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- enregistrement des nettoyages ;- maintenance préventive des lignes de préparation ;- bon de préparation des mélanges. <p>Ces documents sont confus (beaucoup d'informations) et ne sont pas complémentaires. Les consignes qui y sont mentionnées manquent de précisions et ne permettent pas de justifier la prise en compte de toutes les contraintes réglementaires applicables.</p> <p>Par exemple, les consignes d'exploitation concernant le stockage des engrais précisent : « <i>tracer toutes les opérations concernant les engrais</i> » (quelles sont les opérations à tracer ? Sur quel support ? Par qui ? À quelle fréquence ? Aucun lien vers le document d'enregistrement des nettoyages n'est fait).</p> <p>Observation n°4 :</p> <p>Afin de rendre les procédures et les consignes d'exploitation plus exploitables pour le personnel, il appartient à l'exploitant de réviser la rédaction de ces documents.</p> <p>Ceux-ci doivent à minima définir les consignes nécessaires au respect des prescriptions réglementaires applicables.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mélange d'engrais hors usine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2013, article 8.2.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Engrais
Prescription contrôlée : Tous les mélanges réalisés sont systématiquement recensés et notés sur un document. Les mélanges sont effectués uniquement avec des engrais ou des produits compatibles et ils ne conduisent pas à l'obtention de produits 1332. Les mélanges mettant en œuvre des engrais 1331-III et/ou 1331-II ne permettent pas d'obtenir des engrais 1331-I. Les caractéristiques des mélanges créés ainsi que les tests de décomposition auto-entretenue correspondants sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les tests de décomposition devront avoir été réalisés préalablement à la mise en production du mélange correspondant sur le site de Denain Logistique.
Constats : L'exploitant déclare que tous les mélanges réalisés sont systématiquement enregistrés sur des bons de préparation. Par courriel du 04/05/2022, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 7 jours les caractéristiques de 2 mélanges à base d'ammonitrates ainsi que les tests de décomposition auto-entretenue de ces mélanges. Par courriel du 11/05/2022 l'exploitant a transmis deux bons de préparations correspondant à des mélanges à base d'ammonitrates et la FDS des mélanges. Ces bons de préparation mentionnent les caractéristiques des mélanges créés. Aucun élément relatif au test de décomposition auto-entretenue de ces mélanges n'a été transmis. <u>Non-conformité n°15 :</u> Les tests de décomposition auto-entretenue correspondant aux mélanges d'engrais réalisés sur le site ne sont pas tenus à la disposition de l'inspection, ni transmis suite à sa demande. <u>Non-conformité n°16 :</u> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les tests de décomposition des mélanges d'engrais produits sur le site sont réalisés préalablement à la mise en production du mélange.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [.]
Constats : En séance, l'exploitant présente les 2 derniers rapports des 20/03/2021 et 28/04/2022 réalisés par DEKRA relatifs à la vérification périodique annuelle des installations électriques. Le rapport du 20/03/2021 fait état de 48 observations, dont 38 sont identifiées comme « observations antérieures ». 12 de ces observations concernent le hall 5 de stockage des engrais

classées ICPE, dont 8 sont identifiées comme « observations antérieures ».
Le rapport du 28/04/2022 fait état de 41 observations, dont 24 sont identifiées comme « observations antérieures ». 11 de ces observations concernent le hall 5 de stockage des engrais classés ICPE, dont 10 sont identifiées comme « observations antérieures ».

En 2021 et 2022, les installations électriques ont été contrôlées annuellement par un organisme compétent.

Toutefois, les nombreuses observations formulées dans les rapports susvisés ne permettent pas de justifier que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. De plus, la redondance des observations d'une année à l'autre ne permet pas de justifier de l'entretien en bon état des installations électriques.

Non conformité n°17 :

Les installations électriques ne sont pas réalisées conformément aux règles en vigueur et ne sont pas entretenues en bon état.

Par courriel du 11/05/2022, l'exploitant a transmis un document de planification des travaux de mise en conformité de ses installations électriques.

Les travaux sont majoritairement prévus en semaines 23 et 24 de 2022. Les derniers travaux de mise en conformité sont planifiés en semaines 36 et 37 de 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rétention et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2013, article 7.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

[.]

Constats : Lors de la visite des installations, il est constaté que les installations suivantes sont entreposées directement sur le sol sans dispositif de rétention permettant de prévenir le risque de pollution des eaux et des sols. :

- des cubitainers contenant des résidus d'huiles végétales entre les halls 5 et 6 ;
- une cuve de gasoil au niveau du local de maintenance ;
- des cubitainers contenant des huiles de vidanges à proximité du local de maintenance.

Une nouvelle cuve de gasoil est en cours d'installation.



Non conformité n°18 :

Des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont entreposés sans dispositif de rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription